



Conseil économique et social

Distr. générale
26 juin 2019
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2020

20-29 janvier et 7 février 2020

Rapports quadriennaux pour la période 2015-2018 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil*

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Coup de Pouce	3
2. Dignité Impact/Impact Dignity	5
3. Du Pain Pour Chaque Enfant	6
4. ESOFÉ Association pour l'éducation, la santé et la promotion des femmes et des enfants au Cameroun	8
5. Fondation Congo Assistance	9
6. Fondation Institut de recherche pour le développement durable et les relations internationales	11
7. Forum Azzahrae pour la Femme Marocaine	12
8. Forum Réfugiés-Cosi	14
9. Gic Technologies Nouvelles au Cameroun	17
10. Groupe d'action pour la promotion socioculturelle et l'alphabetisation : Nouvelle Energie . .	18

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



11.	Handicap International	20
12.	Human Rights National Circle (H.R.N.C.) / Cercle National des Droits de l'Homme (C.N.D.H.)	22
13.	Inter-Action Globale (I.A.G.)	24
14.	International Association of Soldiers for Peace	26
15.	International Confederation of the Society of St. Vincent de Paul	28

1. Coup de Pouce

Statut consultatif spécial : 2015

Introduction

Coup de Pouce est une organisation non gouvernementale (ONG) créée le 2 novembre 2011 et reconnue légalement par le Ministère de Justice et de Droits Humains de la République Démocratique du Congo.

Objectifs

Les objectifs de Coup de Pouce sont de :

- Favoriser l'écllosion d'un développement intégral au profit des populations ;
- Encadrer les jeunes désœuvrés ;
- Promouvoir la santé communautaire et lutter contre les maladies sexuellement transmissibles (MST) et le VIH/sida ;
- Promouvoir les droits de l'enfant et de la femme ;
- Amener les populations à se prendre en charge et à faire valoir leurs valeurs et capacités ;
- Entretenir des relations de collaboration avec des associations et organismes tant nationaux qu'internationaux qui militent pour un réel développement durable.

Changements à signaler

Le seul changement est la signature d'un partenariat public-privé avec l'Ambassade du Japon en République Démocratique du Congo et la compagnie « Yamaha Motors Japa » jusqu'à la clôture des projets en cours.

Contribution à des activités des Nations Unies

Il convient de noter avec regret que l'organisation n'a pas pu bénéficier d'un accompagnement mérité de la part des agences et autres représentants de l'ONU en République Démocratique du Congo pour lui permettre d'être efficace sur le terrain. Néanmoins, l'organisation a organisé des campagnes de sensibilisation en faveur des communautés cibles à format réduit faute de budget conséquent. Un total de 97 jeunes ont été formés aux services dans diverses filières. L'organisation a également organisé des descentes sur le terrain pour récolter des données sur les besoins réels des communautés favorisant la lutte contre les changements climatiques. Les données lui ont permis d'élaborer le projet sur la distribution des foyers améliorés aux ménages et du système de traitement naturel de l'eau potable.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à plusieurs réunions et conférences, que ce soit en personne, ou plus fréquemment par vidéo-conférence ou par soumission de documents :

- À La 65^e Conférence annuelle ONU DPI/ONG, tenue du 27 au 29 août 2014 au siège des Nations Unies à New York ;
- À la réunion de haut niveau sur le transport durable dans les pays en développement sans littoral tenue le 13-14 octobre 2016 à Santa Cruz, État plurinational de Bolivie ;

- À la 55^e Commission du développement social (CSocD55) tenue du 1^{er} au 10 février 2017 au siège des Nations Unies à New York ;
- À la 61^e session de la Commission de la condition de la femme tenue du 13 au 24 mars 2017 au siège des Nations Unies à New York ;
- À la Conférence des Nations Unies pour l'appui à la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 14 ;
- À la Conférence sur les océans tenus du 5 et 9 juin 2017 au siège des Nations Unies à New York ;
- Au Forum politique de haut niveau pour le développement durable, tenue au siège des Nations Unies du 10 au 19 juillet 2017 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Coup de Pouce a transmis à toutes les agences et autres représentations des Nations Unies des correspondances d'information et plaidoyer. Cependant, plusieurs rappels se sont avérés sans succès. Les propositions dans les réunions des Nations Unies restent sans impact matériel à l'évolution de l'organisation.

À ce jour, Coup de Pouce travaille avec des moyens très limités et les résultats sur le terrain restent faibles par rapport aux besoins. Elle plaide pour une recommandation du Comité auprès des agences des Nations Unies à Kinshasa pour l'obtention des fonds pour la réalisation de ses objectifs.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

- Coup de Pouce a aidé 400 ménages dans le quartier Ndjili Kilambu dans la commune de Mont Ngafula par l'installation d'un système de purification d'eau potable avec l'Ambassade du Japon. Ceci afin de lutter contre les maladies hydriques et limiter les violences faites aux femmes et aux jeunes filles.
- Coup de Pouce assiste également les défavorisés et les nécessiteux (la jeunesse) dans la cadre de la lutte contre le VIH/SIDA, les violences sexuelles et les droits de l'homme en atteignant plus de 500 jeunes filles et garçons.
- Coup de Pouce en partenariat avec COOPCONGO participe à la sensibilisation et à la prise en charge de la population de Kinshasa et Sud Kivu dans les coopératives.
- Coup de Pouce lutte contre le réchauffement climatique.

2. Dignité Impact/Impact Dignity

Statut consultatif spécial : 2015

Introduction

Dignité Impact/Impact Dignity a été créée à Genève en 2012 et vise à la promotion et à la protection de la dignité humaine. DIG jouit d'un bureau à Genève et d'un second à Bukavu (République Démocratique du Congo).

Objectifs

Les buts de l'organisation incluent l'assistance de première nécessité et la facilitation d'accès aux services de base aux populations sinistrées et nécessiteuses à l'est de la République démocratique du Congo. L'organisation poursuit des objectifs

de renforcement des capacités et d'autonomisation des groupes de base, des femmes et des enfants. Elle organise des ateliers de formation, des conférences et a une activité de plaidoyer.

Changements à signaler

En janvier 2018, l'association est devenue Dignité Impact/Dignity Impact (DIG). Outre ses activités usuelles, DIG a créé et gère un centre de formation en République Démocratique du Congo (Projet Matumaini). Les buts et objectifs de DIG ont aussi été modifiés pour viser la mise en œuvre « en République Démocratique du Congo et/ou partout où le besoin se fait sentir, de tout projet qui vise à promouvoir et/ou à protéger la dignité humaine. » Ceux-ci sont devenus :

- Promouvoir et contribuer à l'amélioration de la situation sociale et économique des populations, en particulier des femmes et des enfants pour une réelle autonomisation ;
- Contribuer au renforcement de la culture de la paix (notamment par la gestion pacifique et non violente des conflits et la réconciliation au sein des peuples), des droits humains et de la bonne gouvernance ;
- Promouvoir le respect des normes internationalement reconnues présidant au recouvrement de la dignité ou à sa préservation tant en temps de paix que de violence ou de conflit armé ;
- Favoriser la compréhension, la tolérance, l'égalité des sexes et l'amitié entre les peuples ;
- Faciliter l'accès à la justice aux personnes vulnérables et/ou démunies surtout celles vivant en milieux ruraux ;
- Entreprendre tout autre moyen raisonnable et durable pour favoriser la promotion et la protection de la dignité humaine des populations ou de certaines catégories d'elles.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Formation de la société civile et des acteurs de la justice sur les droits sociaux, 16 décembre 2016, à Bukavu.
- Conférence sur l'accès des femmes à la justice en République Démocratique du Congo, 22 septembre 2017 à Genève.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Organisation d'un événement parallèle à la 36^e session du Conseil des droits de l'homme, sur l'accès de la femme à la justice en République Démocratique du Congo, 21 septembre 2017, Palais des Nations, Genève ;
- Participation à la réunion du Directeur général de l'Office des Nations unies à Genève (ONUG) avec les ONG, 10 octobre 2017, Palais des Nations, Genève ;
- Participation à la première conférence des donateurs humanitaires sur la crise congolaise, vendredi 13 avril 2018, Palais des Nations, Genève ;
- Participation aux consultations du Comité chargé des organisations non gouvernementales, 22 juin 2018, Palais des Nations, Genève ;
- Participation à la session spéciale du breffage de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) avec M. Bruce Jenks et Mme Jennifer Topping, du Bureau du

Fonds d'affectation multipartenaires (BFMAP), 11 septembre 2018, Palais des Nations, Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Contribution au rapport de la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination dans ce contexte.
- Coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) sur la lutte contre l'impunité en République Démocratique du Congo. Une lettre du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a été envoyée au Secrétaire général de l'association.
- Formation de la société civile et des acteurs de la justice sur les droits sociaux, en collaboration avec la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO), le 16 décembre 2016 à Bukavu.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

- Projet Matumaini (ESPOIR) à Kabare au Sud-Kivu (République Démocratique du Congo) sur l'autonomisation des jeunes filles et garçons par la mise en place d'un centre de formation professionnelle aux métiers en « agrobusiness » avec comme objectifs de réduire l'extrême pauvreté et la faim (ODD 1), promotion de l'égalité et de l'autonomisation des femmes (ODD 3), fabrication de briques écologiques et préservation de l'environnement (ODD 7) et partenariat pour le développement (ODD 8) ;
- Lutte contre la pauvreté et assistance des réfugiés à Kalehe, en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) (ODD 1) ;
- Entre 2015 et 2018, en collaboration avec le Groupe ECOS République Démocratique du Congo, plantation d'arbustes afin de lutter contre les érosions et comme objectif d'assurer un environnement durable et protéger l'écosystème par la prévention (ODD 7).

3. Du Pain Pour Chaque Enfant

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'association Du Pain Pour Chaque Enfant est une organisation non gouvernementale créée en 2002 à Luxembourg. L'association rassemble plusieurs bénévoles qui forment la colonne vertébrale de son engagement et qui sont actifs dans tous les domaines tant au niveau national qu'au niveau international.

Objectifs

L'association Du Pain Pour Chaque Enfant a comme objectifs de participer à la lutte contre la pauvreté et à l'appui au développement socio-économique dans les pays en voie de développement. Son action s'inscrit dans une dimension de développement durable. L'association œuvre ainsi à promouvoir la paix et les liens interculturels entre les populations à travers l'échange, le partenariat et le brassage social.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'association Du Pain Pour Chaque Enfant contribue activement au travail des Nations Unies. À cet effet, l'association célèbre chaque année les journées suivantes en organisant des ateliers de travail et de réflexion propres à chaque sujet et cela à l'occasion de la :

- Journée internationale de la santé, décrétée le 7 avril de chaque année par les Nations Unies dans le but de promouvoir la santé dans le monde
- Journée internationale de la paix, décrétée le 21 septembre de chaque année par les Nations Unies dans le but de promouvoir la paix dans le monde
- Journée internationale des personnes handicapées, décrétée le 3 décembre de chaque année par les Nations Unies
- Journée internationale du bénévolat, décrétée le 5 décembre de chaque année par les Nations Unies dans le but de promouvoir l'engagement des bénévoles dans le travail associatif.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'association Du Pain Pour Chaque Enfant a participé aux réunions suivantes organisées par les Nations Unies :

- 14-15 mai 2018 : L'association Du Pain Pour Chaque Enfant a collaboré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR) qui est la principale entité des Nations Unies en matière des droits de l'homme. Elle a, ainsi, participé à la Conférence « Santé mentale et droits de l'homme » qui a eu lieu au Palais des Nations à Genève.
- 12 Décembre 2015 : Signature de « l'Appel de Paris » pour le climat dans le cadre de la 21^e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

L'association Du Pain Pour Chaque Enfant confirme son engagement à poursuivre la dynamique des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans le cadre du nouveau programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et des 17 objectifs de développement durable (ODD) au cœur de ce nouveau programme, qui répondent mieux aux défis mondiaux auxquels l'humanité est confrontée. La stratégie de l'association Du Pain pour Chaque Enfant se base sur trois ODD qui sont :

- ODD 3 – Bonne santé et bien-être : Dans le cadre de la réalisation de cet objectif, l'association Du Pain Pour Chaque Enfant a reçu l'étiquette « Gesund iessen, Méi bewegen » ou « Bien manger, Bien bouger » et a entrepris plusieurs activités afin de promouvoir la bonne santé et le bien-être à travers des activités physiques chez les enfants et les adolescents dans les écoles.

- ODD 4 – Éducation de qualité : Dans le cadre de la réalisation de cet objectif, l'association Du Pain Pour Chaque Enfant a été agréée par le ministère de l'Éducation nationale et a obtenu l'étiquette de qualité pour donner des cours d'éducation pour les adultes dans le domaine des langues et de l'informatique. Ces cours ont pour objectif de donner à tous les participants la chance de suivre un enseignement de qualité qui permet de lutter contre l'illettrisme.
- ODD 16 – Paix, justice et institution efficace : L'association Du Pain Pour Chaque Enfant participe à la promotion de la paix à travers le monde en aidant à mettre en place des sociétés pacifiques au service du développement durable.

4. ESOFE Association pour l'éducation, la santé et la promotion des femmes et des enfants au Cameroun

Statut consultatif spécial : 2015

Introduction

Motivés par la solidarité, l'association a pour mission de promouvoir l'inclusion de la femme dans la vie sociale et d'améliorer les conditions d'études. Pour y parvenir, l'association construit des écoles, des latrines ainsi que des forages, et scolarise les plus démunies qui sont en majorité les filles. L'association offre également aux femmes des formations conduisant à leur autonomie financière. Être adhérent de l'association signifie encourager une mission d'intérêt général au profit de l'éducation, sans distinction de sexe, de religion, de politique ou de physique.

Objectifs

Par l'organisation d'actions diverses, l'Association a pour but de récolter des fonds et des dons destinés à soutenir l'encadrement et la promotion des femmes et des enfants défavorisées au Cameroun.

Changements à signaler

ESOFE est devenue AESOPFE.

Contribution à des activités des Nations Unies

Ne maîtrisant pas encore le fonctionnement des structures, les quatre dernières années ont servi d'observation et d'adaptation. Par rapport à la crise anglophone qui sévit au Cameroun, nous avons contacté le Directeur de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) qui nous a renvoyés chez le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités, mais jusqu'ici aucune suite n'a été donnée à notre requête.

Par rapport à nos projets dépassant 10 000 CHF, nous rencontrons beaucoup de difficulté à obtenir le budget total en une seule année. Les petites associations telles que les nôtres, bien qu'efficaces sur le terrain et travaillant directement avec la cible, sont peu connues de grands donateurs. Selon notre principe, nous ne confions pas notre budget ni aux autorités ni aux bénéficiaires afin d'éviter des surprises décevantes. La lenteur administrative est aussi un obstacle majeur auquel nous sommes constamment affrontés. Dès lors, l'association est à la recherche : de financements et des dons pour l'encadrement des enfants, des orphelins et les femmes les plus démunies au Cameroun ; de matériel scolaire et médical ; des membres bénévoles dans le domaine de l'éducation et la santé ; des livres éducatifs, des ordinateurs, des vieux téléphones portables et du matériel informatique.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Nous avons assisté aux réunions organisées par l'Unité de liaison avec les ONG à Genève, et d'autres conférences ayant un thème concernant notre domaine d'intervention.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Œuvrant dans le domaine de l'éducation de base, nous avons sollicité un partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Cependant, ils nous ont répondu qu'ils travaillent uniquement avec leurs antennes au Cameroun. Comment pouvons-nous coopérer avec les organes/fonds/programmes/institutions des Nations Unies ? Nous construisons des latrines dans les écoles rurales et avons besoin d'un soutien pour les équiper en eau potable. Nous tenons à noter également que les actions d'UNICEF n'atteignent pas certaines localités qui se trouvent dans les forêts.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

1. Éducation : 8000 enfants ont reçu des kits scolaires complet et matériel didactique. Les frais de scolarité et d'examen ont été payés pour les plus démunis. Nous avons également construit :

- Deux salles de classe pour l'école maternelle de Bakwat
- Quatre latrines modernes et une salle de douche pour l'école publique de Bakwat
- Trois latrines modernes aux villages Ekohock et Ngol.

En raison de la crise anglophone et de Boko haram dans le nord, on dénote dans les différentes écoles un surpeuplement des salles de classe. Cela sera un très grand fléau lors des prochaines rentrées scolaires. Les filles déplacées se font exploiter et abuser par des réseaux de prostitution et d'esclavage.

2. Santé : Nous avons réfectionné le centre de santé du village Bakwat et offert des kits de premiers secours. Nous avons également offert des médicaments de base à toute la population.

3. Promotion de la femme : Nous avons soutenu financièrement 20 filles-mères dans leurs foyers d'accueil.

5. Fondation Congo Assistance

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

La Fondation Congo Assistance a été créée le 7 mai 1984 à Brazzaville au Congo dans le cadre de la promotion de l'action sociale dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle ; de la santé notamment dans la lutte contre les grandes pandémies ; du développement à travers la dynamique du genre ; et la réduction de la pauvreté et la consolidation de la paix. La Fondation appuie mère enfant, les jeunes et les personnes du troisième âge.

Objectifs

La Fondation se fixe comme buts et objectifs principaux :

- L'amélioration de la condition féminine à travers la promotion du genre ;

- L'assistance aux enfants défavorisés en vue de leur insertion scolaire ;
- La couverture sanitaire et nutritionnelle du couple mère-enfant ;
- L'appui aux personnes du troisième âge à travers une prise en charge décente de leur condition de vie ;
- Le plaidoyer pour les personnes avec des pathologies chroniques telles le VIH/SIDA et la drépanocytose ;
- La lutte pour la réduction de la mortalité maternelle et infantile.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2015 et 2016, la Fondation a envoyé des délégués aux sessions de la Commission de la condition de la femme (CSW). De plus, durant toute la période couverte par le rapport, des membres de la Fondation ont toujours pris part aux événements organisés en marge des Assemblées générales des Nations Unies. Ils ont fait des plaidoyers afin que les programmes initiés dans la lutte contre la drépanocytose soient financés de façon pérenne.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation a consolidé ses liens avec les agences du système des Nations Unies à travers des partenariats ponctuels ou programmatiques. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) ont accompagné les actions initiées par la Fondation durant la période du rapport. Après le retrait du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour des raisons budgétaires dans l'appui technique au projet « Centre de la Femme et de la Fille » la Fondation a continué son programme d'appui aux personnes vivant avec le VIH/SIDA en mobilisant des ressources avec d'autres partenaires notamment le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et OPDAS (Organisation des Premières Dames d'Afrique contre le SIDA). Elle a contribué avec l'appui de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à la dotation du Centre National de Référence pour la Drépanocytose, en matériel de pointe. Avec l'appui du Programme alimentaire mondial (PAM), elle a apporté un appui alimentaire conséquent aux populations déplacées suite au conflit armé dans le département du Pool.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

Dans le cadre de l'implémentation du programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et des objectifs de développement durable (ODD), la Fondation a continué son appui aux coopératives agricoles féminines principalement dans le Département de la Sangha dans l'optique bien entendue, de réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Elle a renforcé l'appui à la Maternité construite à Pointe Noire contribuant à faire baisser la mortalité maternelle et

infantile. Enfin, elle a inauguré en 2016, la « Maison des Séniors », hospice recevant les personnes du troisième âge abandonnées par leurs familles.

6. Fondation Institut de recherche pour le développement durable et les relations internationales

Statut consultatif spécial : 2015

Introduction

La Fondation Institut de recherche pour le développement durable et les relations internationales (IDDRI) est un « think tank » français indépendant spécialiste du développement durable et des relations internationales.

Objectifs

À la fois institut de recherche et plateforme de dialogue, l'IDDRI met en relation de manière transparente et collaborative une expertise partagée entre parties prenantes, sur la base de travaux de recherche interdisciplinaire de premier plan. L'IDDRI organise également des ateliers et conférences.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les quatre enjeux au cœur de l'activité de l'IDDRI contribuent à l'accomplissement du plan de développement du Conseil économique et social (ECOSOC) et de celui des Nations Unies plus largement : la gouvernance du développement durable, la biodiversité, le climat, et l'océan :

- Le programme Gouvernance de l'IDDRI porte sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et du Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement. Il vise à informer les décideurs français et européens sur les grands enjeux des rendez-vous du développement durable et sur les opportunités d'initiative et d'action.
- Le programme biodiversité consiste, entre autres, à contribuer à la préparation de la gouvernance mondiale de la biodiversité post-2020 et à participer au processus de négociation de la Convention sur la diversité biologique (CDB) des Nations Unies.
- Le programme climat cherche à créer les conditions d'une réponse ambitieuse et juste aux enjeux du changement climatique. Pour cela, il intervient notamment à l'échelle de la gouvernance internationale du climat où ses capacités sont orientées vers les interactions entre science et politique et l'opérationnalisation de l'Accord de Paris au sens large.
- Le programme océan vise notamment à soutenir le développement de mécanismes internationaux permettant d'assurer une gestion durable et équitable des ressources marines et côtières. Il comprend un axe majeur sur la gouvernance de la haute mer, à la fois dans le cadre des négociations onusiennes en cours et dans le contexte d'initiatives régionales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de l'IDDRI ont assisté aux forums des Nations Unies suivants – tous ont fait l'objet de bilans que nous ne pouvons mettre ici, faute d'espace, mais qui sont disponibles sur le site internet de l'IDDRI. La liste est non exhaustive, faute d'espace également :

- Participation à la 3^e Conférence internationale sur le financement du développement, sous l'égide du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Addis-Abeba, Éthiopie, 13-16 juillet 2015.
- Participation aux trois forums politique de haut niveau pour le développement durable, sous l'égide du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), New York, États-Unis, 18-20 juillet 2016 ; 10-19 Juillet 2017 et 9-18 juillet 2018. Dans ce cadre, l'IDDRI a été coorganisateur de deux évènements parallèles :
 - o « Achieving SDG2: Two initiatives to support the development of national transformation pathways » avec Sustainable Development Solutions Network et Biovision, le 12 juillet 2016
 - o « Paris Collaborative on Green Budgeting: Using the tools of budgetary policy-making towards the implementation of SDGs » organisé par l'OCDE, le 16 juillet 2018.
- Participation à la Conférence des Nations Unies de haut niveau pour soutenir la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 14 : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marine aux fins du développement durable, New York, 5 - 9 juin 2017. Dans ce cadre, l'IDDRI a coorganisé les évènements parallèles suivants : « Because the Ocean: bridging Ocean and Climate goals » et « Oceans in the 2030 Agenda: The role of Regional Governance » le 6 juin 2017.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

L'IDDRI a une initiative et des équipes dédiées à la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD). Son objectif est de renforcer l'appropriation des ODD, par l'Union européenne, ses États membres et en particulier la France, mais aussi par les acteurs non étatiques. Le Programme biodiversité contribue à plusieurs ODD : son initiative liée aux chaînes de valeur agroalimentaires plus durables contribue aux ODD 8, 10, 11, 12 et 15. Celle liée à la lutte contre l'occupation des sols contribue aux ODD 3, 9, 11, 12, 13 et 15 et celle liée au programme pour l'après-2020 contribue aux ODD 8, 12, 13, 14, 15, 16 et 17. Le programme Océan contribue directement à l'ODD 14 et le Programme Climat à l'ODD 13.

7. Forum Azzahrae pour la Femme Marocaine

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Le Forum Azzahrae pour la Femme Marocaine (FAFM) a poursuivi l'élargissement de son réseau qui est passé actuellement à plus de 120 associations féminines. Le Forum est membre de l'observatoire nationale du genre dans la fonction

publique, de l'observatoire de la promotion de l'image de la femme dans les médias ainsi que des instances de Temara de l'équité et égalité des chances. Le Forum a participé activement dans le cadre de la démocratie participative à renforcer les capacités des associations en matière de plaidoyer et de suivi d'évaluation des politiques publiques envers la femme.

Objectifs

- Défendre la dignité et les droits des femmes et lutter contre toutes les formes de discrimination à leur égard ;
- Soutenir les efforts visant à autonomiser les femmes dans tous les domaines et renforcer leur présence dans les postes de décision ;
- Contribuer à l'élaboration de perspectives novatrices sur les problèmes des femmes et de la famille ;
- Renforcer et la protection de l'identité nationale dans le domaine de la femme et de la famille ;
- Contribuer à la préparation, au suivi et à la mise en œuvre des politiques publiques concernant la femme et la famille ;
- Renforcer l'interaction avec les résolutions des Nations Unies dans le domaine du développement et de la protection de la femme et de la famille ;
- Œuvrer pour la promotion et la protection de la famille et l'appui et la protection de la maternité.
- Fournir des services de médiation et renforcer les capacités des associations œuvrant dans le domaine de la femme et de la famille.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Organisation d'un colloque sur la « situation des femmes dans les pays en développement vingt ans après Beijing », Forum social mondial, à Tunis, du 24 au 28 mai 2015.
- Rapport d'observation neutre et indépendante des élections législatives du 7 octobre 2016, avec 21 observateurs, dont 14 femmes, qui a été soumis au Conseil des droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Participation à la 59^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW) du 9 au 20 mars 2015 :
 - o 9 mars 2015 : l'organisation d'une table ronde sur le thème « Protéger les femmes et les filles de la violence dans les pays en développement dans le programme pour l'après-2015 »
 - o 9 mars 2015 : Participation à un événement parallèle sur l'exploitation sexuelle de mineurs organisée par la Family Watch International Society.
- Participation à la 60^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW) sur le thème « L'autonomisation des femmes et son lien avec le développement durable », à New York, du 12 au 17 mars 2016.

- o Au courant de cette session, l'organisation a participé à un atelier sur le dialogue interconfessionnel en faveur de la paix et a participé à l'initiative visant à créer le Caucus des femmes arabes.
- o Participation à la 31^e session du Conseil des droits de l'homme (OHCHR) à Genève par un discours verbal sur le thème « Violence contre les enfants ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- En 2017, élaboration d'un rapport parallèle du sixième rapport périodique du Maroc, concernant le pacte international relatif aux droits civils et politiques en 2017.
- Participation à la rencontre avec la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racismes, de discriminations raciales, de xénophobies et de l'intolérance qui y est associée, M^{me} Tendayi Achiume, lors de sa visite officielle au Maroc du 13 au 21 décembre 2018. L'organisation a également participé à la préparation de sa mission en répondant à l'appel de contribution écrite.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

Les 120 associations du Forum continuent à accompagner les femmes en situation précaire pour sortir de la pauvreté à travers les AGR et la création des coopératives féminines. En 2018, le FAFM a lancé deux études visant l'amélioration de la condition socio-économique de la femme :

- Une étude sociologique sur la gestion des biens acquis pendant le mariage et l'impact sur la condition socio-économique de la femme divorcée et veuve,
- Une étude juridique sur l'harmonisation du code de travail avec les pactes internationaux relatifs au travail de la Femme.

Un plan de plaidoyer a également été élaboré pour améliorer la situation des femmes. Certaines associations ont quant à elles ciblé à travers les campagnes de sensibilisations et de plaidoyer, l'amélioration de la santé maternelle.

8. Forum Réfugiés-Cosi

Statut consultatif spécial : 2015

Introduction

Association à but non lucratif française, Forum réfugiés – Cosi est un opérateur de l'asile en France. Au niveau national, elle assure l'accueil et l'accompagnement des demandeurs d'asile, l'intégration des réfugiés et la défense des droits des étrangers en centre de rétention administrative. Au niveau international, Forum réfugiés – Cosi s'implique dans l'accompagnement et la défense des droits des personnes en besoin de protection internationale dans les pays d'origine ou de transit ; le soutien à des organisations de la société civile engagées en faveur de la promotion, protection ou défense des droits des populations vulnérables ; un plaidoyer nourri de ses actions de terrain.

Objectifs

- Défendre le droit d’asile, accueillir les demandeurs d’asile et les réfugiés ;
- Accompagner les étrangers dans l’exercice effectif de leurs droits et lutter contre les discriminations dont ils pourraient faire l’objet.
- Promouvoir et défendre partout dans le monde les droits de l’Homme, l’État de droit, la démocratie, la bonne gouvernance, notamment par le partenariat avec des organisations de la société civile.

Changements à signaler

Durant la période de référence (2015 – 2018), Forum réfugiés – Cosi a connu une croissance importante de son activité en France. Son budget annuel et ses effectifs ont doublé en 5 ans. Cet essor rapide a imposé à l’organisation de se concentrer essentiellement sur ses missions nationales au détriment de son action internationale et de son plaidoyer. Depuis 2018, une attention particulière est portée au développement de son action internationale, à partir de laquelle elle entend renforcer son plaidoyer international.

Contribution à des activités des Nations Unies

Forum réfugiés – Cosi s’est impliqué dans plusieurs actions de plaidoyer concernant la République Démocratique du Congo. L’organisation a notamment cosigné une lettre ouverte adressée aux Nations unies intitulée « Non à l’impunité des viols et massacres perpétrés en République démocratique du Congo ». Deux représentants des ONG cosignataires, dont l’un de Forum réfugiés-Cosi, ont remis cette lettre au Haut-Commissaire des Nations unies pour les droits de l’Homme le 8 mars 2016, à l’occasion du Conseil des Droits de l’Homme. Les signataires y sollicitaient un engagement des Nations unies pour lutter contre l’impunité qui prévalait en République démocratique du Congo et demandaient notamment la levée de l’embargo sur la base de données du Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l’Homme, strictement confidentielle, identifiant les présumés auteurs des 617 incidents violents documentés dans le « Rapport du projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l’homme et du droit international humanitaire commis entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République Démocratique du Congo ».

Forum réfugiés – Cosi suit par ailleurs avec une grande attention la réflexion engagée par le HCR sur les défis de protection, la réinstallation et le développement de voies complémentaires légales et sûres. L’organisation a mis en œuvre au Niger depuis 2017 un projet visant à favoriser l’accès à des pays tiers par des voies complémentaires légales et sûres pour des personnes sous protection internationale en transit sur le territoire nigérien. Elle dispose d’un bureau à Niamey responsable de l’orientation et de l’accompagnement de réfugiés éligibles à une voie complémentaire (réunification familiale, projets d’études, raisons à caractère humanitaire).

En 2017, l’action de Forum réfugiés – Cosi s’est concrétisée par :

- L’accueil, l’hébergement et l’accompagnement de demandeurs d’asile : 20 684 personnes accueillies ; 4829 personnes hébergées
- L’aide à l’intégration : 1266 ménages accompagnés
- L’aide juridique en rétention : 5779 personnes accompagnées
- La santé mentale : 3063 consultations pour 656 patients

- Un projet sur l'accès au droit des victimes de violences sexuelles en République Démocratique du Congo

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Participation d'un représentant de Forum réfugiés – Cosi à la 31^e session ordinaire du Conseil des droits de l'Homme (mars 2016)
- Participation du responsable du plaidoyer de Forum réfugiés – Cosi à des rencontres avec le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève les 23 février 2017 et 10 octobre 2017.
- Forum réfugiés – Cosi est par ailleurs membres du réseau Europe Afrique centrale (EURAC). Dans ce cadre elle s'est mobilisée en septembre 2018 lors de la 39^e session du Conseil des droits de l'Homme à Genève pour soutenir un événement parallèle organisé par Human Rights Watch, Amnesty International, CIVICUS, Franciscans International et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) sur la situation relative aux droits de l'Homme dans le contexte préélectoral en République Démocratique du Congo.
- Forum réfugiés – Cosi a également participé à la réunion de l'ATCR (Annual Tripartite Consultations on Resettlement) du HCR en 2018.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Forum réfugiés – Cosi collabore régulièrement avec des bureaux du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Des représentants du HCR étaient présents lors de différentes manifestations qu'elle a organisées :

- 20 juin 2015 : participation du HCR à la Marche des parapluies dans le cadre de la journée mondiale des réfugiés ; conférence de presse commune à Lyon, et préface de l'état des lieux de l'asile en France et en Europe par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ;
- 31 juillet 2016 : participation du HCR à l'évènement « Après la Nuit » ;
- 20 juin 2018 : intervention du HCR lors de la Marche des parapluies dans le cadre de la journée mondiale des réfugiés ;
- 22 novembre 2018 : intervention du HCR lors d'une conférence sur l'apatridie à Paris.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

L'action de Forum réfugiés – Cosi s'inscrit en cohérence avec et notamment l'objectif de développement durable (ODD) 16 « paix, justice et institutions efficaces ». La défense de l'État de droit et des possibilités d'accès à la justice des personnes vulnérables représentent une des valeurs identitaires de l'organisation. Le projet de lutte contre les violences sexuelles coordonnées par l'organisation en République Démocratique du Congo s'inscrit dans cette continuité. Par ailleurs, l'accueil, le respect de la dignité et des droits des personnes migrantes et des réfugiés défendus par Forum réfugiés – Cosi apparaît transversal à plusieurs ODD. L'action de l'organisation peut ainsi se retrouver dans l'ODD 3 « bonne santé et bien-être » ; l'ODD 4 « éducation de qualité » et l'ODD 5 « égalité entre les sexes ».

9. Gic Technologies Nouvelles au Cameroun

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Créé en Janvier 2001, le Gic Technologies Nouvelles au Cameroun travaille au développement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) en Afrique et plus particulièrement au Cameroun. Elle a pour objet principal la récupération et le recyclage de matériel en lien avec les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) : matériel informatique, électronique, de télécommunication, de bureautique et autres. En parallèle, dans son volet social, elle travaille à la vulgarisation de l'usage et de la maintenance de l'outil informatique et des NTIC en général. Elle s'adresse en particulier aux jeunes de toutes tranches d'âge mais aussi au reste de la population.

Objectifs

- La vulgarisation informatique et des nouvelles technologies auprès de la jeunesse et des populations défavorisées ;
- L'amélioration des conditions de vie des populations, la lutte contre la pauvreté et la participation au développement de l'Afrique à travers les nouvelles technologies ;
- La récupération et le recyclage des matériels électroniques, informatiques, de bureaux, de télécommunications et divers ainsi que tout matériel des TIC ;
- La formation des jeunes désœuvrés dans les domaines de la maintenance et de l'utilisation desdits matériels.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le manque de financement ne nous permet pas de réaliser au mieux les programmes mis au point. Toutefois, depuis janvier 2017, nous avons ouvert une salle multimédia et un point d'accès Internet à Batchenga, une localité située en zone rurale, pour offrir un accès aux TIC à la jeunesse rurale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

Amélioration de l'accès aux nouvelles technologies pour la jeunesse rurale.

10. Groupe d'action pour la promotion socioculturelle et l'alphabetisation : Nouvelle Energie

Statut consultatif spécial : 2015

Introduction

Le Groupe d'action pour la promotion socioculturelle et l'alphabetisation : Nouvelle Energie est dénué de tout esprit de lucre et politique et se donne comme vocation de rassembler les congolais de toutes formations et de toutes disciplines vivant soit en République démocratique du Congo, soit à l'étranger afin de promouvoir le redressement économique-socioculturel en République Démocratique du Congo.

Objectifs

L'organisation œuvre tant que groupe de pression et d'intérêt auprès des institutions et organes de l'Union Européenne tel que le Parlement Européen ou l'organisation fait du lobbying pour persuader les partenaires de la République démocratique du Congo d'avoir un autre regard sur la coopération et le développement de la République démocratique du Congo. L'organisation travaille avec ses partenaires, participe à des colloques internationaux, et échange certains avis et certaines considérations et expériences intéressantes pour le redressement de la situation en République démocratique du Congo, incluant la création des richesses, ainsi que de la micro finance. La conception et la mise en place des microprojets de développement est l'une des activités de l'organisation pour lutter contre la pauvreté. L'organisation organise également des soirées thématiques sur l'économie sociale, les droits humains, la démocratie, ainsi que des campagnes de sensibilisation.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Séminaires sur la santé reproductive en avril 2017
- Promotion de l'État de Droits, Département des opérations de maintien de la paix (DOMI) à Kananga au sujet des miliciens kamwena Nsapu ;
- Promotion du développement durable ;
- Protection de l'enfance ;
- Encourager les droits de l'homme dans les zones postes conflits à Tshikula, Luiza et Tshimbulu avec l'Association humanitaire d'entraide et d'action sociale (CORDAID) ;
- Coordination des actions humanitaires avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires EN (OCHA), et l'ONG Internationale Johanniter.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- En 2016, l'organisation a participé à la quinzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones.
- Difficultés multiples pour pouvoir participer aux réunions des Nations Unies à New York et surtout à Genève : Tracasseries administratives et refus d'octroi de visas pour nos membres à l'Ambassade Suisse en République Démocratique du

Congo et des États-Unis pour pouvoir participer à d'autres réunions de l'ONU à Genève, à New York et à Vienne pour les années 2015, 2016 et 2017.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Décembre 2018 : Collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la Population – République démocratique du Congo (FNUAP-République Démocratique du Congo) dans la formation d'un pool de 12 formateurs sur la redevabilité envers les personnes affectées par le VIH SIDA et la protection contre les exploitations sexuelles et abus sexuels ; Collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires EN (OCHA) et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) dans la planification familiale à Demba : prévention SIDA et contraceptifs ;
- Avril-juillet 2017 : Le GAPSCA a animé plusieurs ateliers socio-récréatifs sur la dimension genre, l'agriculture vivrière et sur la distribution des semences en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) Kananga et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires EN (OCHA) ;
- Janvier-mars 2016 : Collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Kinshasa, et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans l'identification des nappes phréatiques afin de créer des forages des puits d'eau à Kananga et à Demba (Janvier-Mars 2016) ;
- Avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et ONU-Femmes organisation de séminaire pour étudier les voies et moyens d'éradiquer la pauvreté et étudier les questions liées au développement durable.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

- En novembre 2018 : Réduction de la fracture numérique à Kananga à travers le cybercafé informatique : formation bureautique, remise à niveau. Ce projet de formation informatique a été réalisé avec l'appui (don de matériel informatique) des services Centraux ONU-Genève.
- En juin 2018 : projet d'appui à la gestion durable des forêts et le reboisement dans la province de Kasai-central en République Démocratique du Congo à Kananga et dans le territoire de Demba avec le concours du Fonds Forestier National de la République démocratique du Congo.
- Projet agricole dans le territoire de Demba pour l'autonomisation des femmes maraîchères ;
- Le 30 décembre 2015 : Projet de jumelage entre la ville de Kananga et une ville de la Wallonie en Belgique : union des villes et communes de la Wallonie Belgique ;
- En février et mars 2017, le GAPSCA est agréé au ministère de l'environnement développement de la République démocratique du Congo et a co-organisé en collaboration avec le ministre provincial de l'environnement des séminaires sur les changements climatiques et la dégradation des écosystèmes forestiers au Kasai ;
- Le GAPSCA est partenaire du Fonds national pour la promotion du service social, en sigle FNPSS, et au mois de juillet 2017 nous avons organisé un séminaire sur l'amélioration du bien-être social en République démocratique du Congo, la création des maisons sociales et la réinsertion socioprofessionnelle

des déplacés des guerres (Kamwena Nsapu) en collaboration avec l'Office du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ;

- Du 20 au 22 décembre 2018 : séminaire GAPSCA sur l'éducation Citoyenne sur les élections à Demba au Kasai-Central : Explication de la loi électorale et comment voter, faire un vote utile et conscientiser la population sur la culture démocratique et la paix sociale.

11. Handicap International

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Handicap International fondée en 1982, a fait évoluer son organisation en 2009, prenant la forme d'une fédération disposant d'instances et de mécanismes de fonctionnement internationaux. L'organisation compte huit associations nationales : en France, en Allemagne, en Belgique, au Canada, aux États-Unis, au Luxembourg, au Royaume-Uni et en Suisse. Handicap International mène des actions contre les mines, les sous munitions et autres reste d'explosifs de guerre ; actions de développement pour les personnes handicapées ; actions d'urgence pour les victimes de catastrophes naturelles ou de crises.

Objectifs

Handicap International est une association de solidarité internationale, non gouvernementale, non confessionnelle, sans affiliation politique et à but non lucratif. La Fédération ainsi que son réseau des associations nationales intervient dans tous les contextes aux côtés des personnes en situation de handicap, pour assurer leur accès aux services et favoriser leur inclusion dans l'exercice de leurs droits. Sur ses terrains d'intervention, Handicap International veille par ailleurs à prévenir les risques et facteurs de handicap.

Changements à signaler

Le 24 janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Notre nouveau nom, Humanité & Inclusion, affirme une valeur centrale pour notre organisation, la valeur d'humanité, qui se traduit dans notre action par une approche bienveillante, empathique, au plus près des personnes, qui considère chaque individu dans sa singularité. En revanche, notre dénomination légale ne change pas. Elle reste Fédération Handicap International. Ce changement de nom d'usage n'aura donc pas d'impact sur nos statuts ou sur notre objet.

Contribution à des activités des Nations Unies

Handicap International participe à toutes les Conférences des États parties concernant la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH). Cet engagement est directement lié au fait que Handicap International ait participé au processus d'élaboration de la Convention et ait encouragé sa signature, sa ratification et sa mise en œuvre par les États. Handicap International a également intervenue au Conseil de Sécurité de l'ONU dans le cadre de la formule Arria sur la protection des travailleurs humanitaires (New York, 2018).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Handicap International contribue via l'International Council of Voluntary Agencies (ICVA) à la préparation des réunions du Groupe de travail du Comité

permanent interorganisations des Nations Unies (CPI) (EN : IASC) et a participé à la « Task Team Humanitarian Principled Action ». Handicap International est également co-président avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) du Comité permanent interorganisations (CPI) sur l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire (EN : The Inter-Agency Standing Committee's Task Team on Inclusion of Persons with Disabilities in Humanitarian Action).

- Handicap International a participé au Sommet Humanitaire Mondial (à Istanbul, en Turquie 2016) et a participé aux consultations régionales « Europe et autres groupes » (à Budapest, en Hongrie le 3 et 4 février 2015).
- Handicap International participe régulièrement aux conférences annuelles du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR)/ International Council of Voluntary Agencies (ICVA). Ces conférences permettent à l'organisation de discuter avec des responsables du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) de problèmes communs, ainsi que de partager des expériences et d'établir des contacts avec des organisations non gouvernementales de différentes régions du monde.
- L'organisation participe régulièrement aux débats consacrés aux affaires humanitaires de l'ECOSOC. En 2018, Handicap international a organisé un événement parallèle sur l'inclusion des personnes handicapées et une réunion sur les lignes directrices du CPI (EN : IASC).
- Handicap International participe depuis plusieurs années au Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF). En 2018 lors du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF), Handicap International, avec le gouvernement Belge et le gouvernement Luxembourgeois, a organisé un événement parallèle sur la sécurisation des routes et des systèmes de transport urbain et l'intégration des personnes handicapées et des autres usagers de la route vulnérables.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- En collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et à sa demande, l'organisation a mis en œuvre les modules de formation relatifs aux directives de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) concernant la fourniture de fauteuils roulants dans trois États membres.
- Handicap International a mis en œuvre dans le cadre du Handicap et réadaptation, l'outil d'évaluation de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour déterminer les besoins non satisfaits, les zones de faible couverture, les coûts et les options d'intervention conformes aux politiques, réglementations et directives de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).
- À la demande de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et avec ses directives, Handicap International a révisé le manuel de réadaptation en cas de catastrophe établi par les équipes médicales d'urgence du Royaume-Uni afin qu'il s'applique aux conflits et aux catastrophes, ainsi qu'aux professionnels de la réadaptation formés dans tous les États Membres.
- Avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), Handicap International a signé un accord de partenariat de projet. Dans le cadre de ce partenariat, Handicap International et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), s'engagent à développer conjointement des projets en accord avec la stratégie global du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), et leur engagement humanitaire commun partagé.

- Handicap International a également un accord de coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) : dans le cadre de cet accord, des projets sur l'éducation inclusive sont mis en place. Handicap International participe aux réunions de suivi de mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et de la Convention sur les armes à sous-munitions. L'association participe régulièrement aux réunions du premier comité de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la paix, sécurité et le désarmement pour alerter et sensibiliser les États sur l'impact des armes explosives sur les civils.
- Avec le Service de lutte antimines de l'ONU, l'organisation travaille autour du programme d'action contre les mines (déminage, assistance aux victimes, éducation aux risques, plaidoyer). L'organisation contribue également aux réunions du « Global Protection Cluster Mine Action Area of Responsibility »

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

Au cours de la période de 2015 à 2018, nous avons collaboré avec des organismes des Nations Unies afin d'influencer les indicateurs des objectifs de développement durable, aux côtés du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). Pour contribuer à la réalisation de l'objectif de développement 4 sur l'éducation nous avons développé des liens étroits avec L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). Par exemple, en 2017, l'organisation a co-organisé un séminaire IE avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) au Sénégal. L'organisation a également co-organisé des événements régionaux aux côtés du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a également invité des collègues régionaux, comme ceux du Népal en 2018, à se joindre à eux lors d'une table ronde à Paris sur le développement de la planification du secteur de l'éducation.

12. Human Rights National Circle (H.R.N.C.) / Cercle National des Droits de l'Homme (C.N.D.H.)

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Human Right National Circle (HRNC), créée en 1999, est une organisation des droits de l'homme, de la promotion de la dignité humaine. Elle prône la démocratie, la justice, l'égalité et la bonne gouvernance, pouvant garantir les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Objectifs

- Promouvoir les respects des droits de l'homme, contribuer au maintien de la paix, la sécurité et du développement.
- Favoriser la résolution des conflits, établir la justice entre les individus, les États et les nations.
- Contribuer de manière concrète aux réalisations des OMD, combattre et dénoncer tout ce qui peut empêcher l'épanouissement de l'homme dans son univers.

- Favoriser l'interdépendance, la complémentarité, et la solidarité entre les États et les peuples.

Changements à signaler

Le changement intervenu réside au niveau de la réorientation des nouvelles stratégies de la promotion et de la protection des droits humains face à la mondialisation et à la globalisation. Car la propagation des principes démocratique engendre des libertés plus vastes face aux régimes autoritaires, dictatoriaux, et aux ex puissance colonialistes qui maintiennent la domination, l'exploitation et le pillage des pays colonisés. Notre organisation n'est plus seulement africaine ou régionale ; elle embrasse désormais tous les domaines où les droits humains sont violés sur notre planète.

Contribution à des activités des Nations Unies

HRNC dans le souci de l'évolution des sociétés des pays et des nations fournit régulièrement aux différentes structures des Nations Unies, des rapports sur les atteintes aux droits humains. Elle fait des propositions destinées à favoriser l'amélioration de la vie de l'homme dans leur univers. L'organisation présente également régulièrement des communications écrites. Enfin, HRNC organise des séminaires des colloques et des conférences et participe aux différentes activités organisées par les structures des Nations Unies tel que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Human Rights National Circle participe aux diverses réunions organisées par les Nations Unies dans les différentes sous régions africaines afin de contribuer au développement du monde. HRNC aimerait participer à toutes les réunions de l'ONU hors du continent africain, malheureusement les ONG du sud, malgré leurs grandes volontés, sont souvent très démunis des moyens financiers.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

HRNC coopère avec les institutions spécialisées, programmes et fonds de l'ONU tel que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (EN : FAO), l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Le HRNC coopère également avec le Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales (SLNG), le Département des affaires économiques et sociales (ONU/DESA), le Conseil économique et social (EN : ECOSOC), le Département des affaires politiques (DAP), la Commission du développement durable de l'ONU (EN : CSD), la Cour internationale de Justice (CIJ), le Bureau international du Travail (BIT), la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et a Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

HRNC sensibilise, conscientise à travers les colloques, les séminaires et conférences, sur l'importance de la démocratie et de la bonne gouvernance qui doivent contribuer aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le HRNC prône la paix, la stabilité, la solidarité, l'amour et la fraternité entre les individus, les groupes d'individus, les États et les nations. Le HRNC condamne, dénonce et rejette les intentions de domination, d'impérialisme, d'hégémonisme, d'exploitation qui constitue les vrais obstacles des OMD. HRNC souhaite que l'ONU tienne en compte le point de vue des ONG des pays du sud particulièrement des pays africains car il est établi que les grandes puissances occidentales sont toujours à l'origine des multiples violations des droits humains. Nous ne pourrons jamais atteindre les OMD si sans honte, ni pudeur, les pays occidentaux continuent à piller les pays africains, à faire et à défaire les régimes politiques en Afrique, à leur gré, dans le souci principal de préserver et de préserver leurs intérêts égoïstes. Même si un peuple est mentalement retardé, on ne devrait pas les maintenir dans l'obscurantisme, l'abrutissement et l'esclavage. Les pays africains ont droit à l'autodétermination et à l'autonomie véritable sans condition préalable. Les pré-carrés de certaines puissances occidentales après plus de soixante ans d'indépendance des pays africains, constitue des obstacles aux OMD.

13. Inter-Action Globale (I.A.G.)

Statut consultatif spécial : 2015

Introduction

L'Inter Action Globale a été créée le 24 septembre 2001. Depuis sa création elle a mené plusieurs actions humanitaires, entre autres, la création d'une école communautaire nommer Fadi N Gourou en octobre 2003, afin de scolariser les enfants de parents démunis, handicapés ou décédés. Ainsi dans le cadre de l'exécution de son programme d'activités, l'organisation continue d'accompagner les pouvoirs publics.

Objectifs

L'organisation non gouvernementale (ONG) Inter Action Globale a pour buts de seconder les pouvoirs publics en vue de la mise en œuvre de la politique de promotion des personnes en situations difficiles et assurer la l'égalisation des chances et la pleine participation de ces personnes au développement sociopolitique du pays. Elle a comme objectifs :

- De lutter contre l'extrême pauvreté des personnes en situation de handicap et des personnes en situations difficiles ;
- D'identifier les différents problèmes sociaux du Mali et de mener des actions en partenariat avec les partenaires financiers ;
- De mobiliser les ressources et rechercher les donateurs pour le financement des activités ;
- De renforcer et pérenniser les actions en faveur des personnes déshéritées.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les difficultés au Mali comme partout ailleurs sont évidentes : le milieu rural est beaucoup plus concerné que le milieu urbain ; c'est pourquoi IAG s'oriente vers l'organisation de structures régionales et locales. Les activités de l'organisation incluent :

- En 2015 une mère de famille a reçu une somme symbolique lui permettant de mener une activité génératrice de revenus.
- En 2016, dans le cadre de sa promotion de personnes en situations difficiles, l'IAG a offert une charrette à une mère de famille afin d'approvisionner ses enfants en eau potable. Ceci a permis à cette personne de mener une activité génératrice de revenus en offrant à d'autres familles de l'eau potable.
- En 2017 avec l'appui de la jeune chambre internationale Bamako élite, IAG a lancé le projet « sauvons les tout petits » en parrainant dix enfants et en payant leurs scolarités.
- En 2018, l'organisation non gouvernementale (ONG) IAG a offert des kits scolaires aux enfants de personnes en situation de handicap et a offert des fournitures scolaires aux cinq premiers de chaque classe de l'école communautaire Fadi N Gourou au cours d'une cérémonie qui s'est tenue à l'école communautaire Fadi.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Depuis l'obtention du statut consultatif, l'ONG a eu le privilège de participer aux séminaires et rencontres nationales et internationales et de faire participer ses collègues ce qui lui a permis de renforcer les capacités de ses membres :

- Participation de trois membres de l'ONG IAG à la 115^e session du comité des droits de l'homme à Genève du 19 octobre au 6 novembre 2015 ;
- Participation de trois membres de l'ONG IAG à la 65^e session du comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à Genève du 24 octobre au 18 novembre 2016 ;
- Participation à la 60^e session de la Commission de la condition de la femme à New York du 14 au 24 mars 2016 ;
- Participation de trois membres de l'ONG IAG à la 61^e session de la Commission de la condition de la femme à New York du 14 au 24 mars 2017 ;
- Participation de 11 membres de l'ONG IAG et partenaires à la 62^e session de la Commission de la condition de la femme à New York du 12 au 23 mars 2018.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le 4 décembre 2015, l'ONU à Genève a remis trois imprimantes, dix écrans plats et un ordinateur fixe à l'ONG IAG ce qui lui a permis de recruter 2 jeunes diplômés qui ont pu mieux s'informer à partir de l'internet sur les activités sur les programmes annuels de l'ONU. En 2018 l'ONG a reçu cinq ordinateurs portables et cinq ordinateurs fixes qui ont permis à l'organisation de former des jeunes diplômés sans emploi afin de lutter contre le chômage.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

L'ONG Inter Action Globale dans le souci d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD), continue ses activités dans les domaines de l'éducation, la santé, la lutte contre la pauvreté, les maladies et l'humanitaire.

1. Éducation :

Chaque année l'ONG IAG célèbre la journée de l'enfant africain. Les enseignants ont reçu des formations en 2017 et 2018 pour leurs renforcements de capacité sur financement de l'ONG IAG.

2. Santé

Chaque année l'ONG IAG assiste les personnes atteintes de VIH/SIDA à travers le projet « an ka gnogon kounafoni sida kola » (le slogan est en Bambara, le dialecte le plus parlé au Mali pour que le maximum de citoyens puisse avoir l'information). En français le slogan signifie « informons-nous à propos du VIH/SIDA ». Ce projet permet de sensibiliser et informer à partir de la stratégie du porte-à-porte dans la commune cinq du District de Bamako en partenariat avec la Mairie de cette commune au Mali. À cet effet, l'ONG est membre du réseau des acteurs de soins (RAS) dont le siège est au CSCOM (Centre de références des soins de santé de la commune.

3. Assainissement

Avec l'inquiétante dégradation de l'environnement, la pollution de l'air, de l'eau, des sols, les nuisances sonores et la destruction de la biodiversité, l'ONG a créé un cadre de concertations en son sein en menant des activités diverses :

- Des formations aux citoyens maliens pour les sensibiliser à l'impact négatif que peuvent causer à l'humanité si on ne prenait pas des dispositions adéquates allant vers le sens de la bonne conduite. L'ONG organise également chaque année des journées de sensibilisation et d'information.

4. Lutte contre la pauvreté

Des journées citoyennes sont aussi organisées depuis 2015 afin de nettoyer les rues par les jeunes qui ont créé des groupements d'intérêts économiques [GIE] pour lutter contre le chômage. Ces journées citoyennes permettent aussi à atténuer la délinquance juvénile, l'immigration clandestine, et permettent également de lutter contre le paludisme et d'autres maladies tropicales au Mali. De plus, L'ONG assiste les femmes en les aidant à créer des groupements pour la transformation des produits locaux permettant de valoriser les produits des cultures une condition de lutter contre la pauvreté des femmes et valoriser les femmes rurales. Notre devise est « une femme épanouie est une famille épanouie, une famille épanouie est une Nation épanouie, gage de tout développement étatique ».

14. International Association of Soldiers for Peace

Statut consultatif général : 1995

Introduction

L'Association Internationale des Soldats de la Paix [AISP/SPIA], regroupant les anciens Casques Bleus ayant servi dans le cadre de leurs armées nationales, défend les nobles principes de la Charte des Nations unies et le maintien de la paix. Les anciens Casques Bleus se sont regroupés en 1988 pour pouvoir être une force de proposition pour la communauté internationale. L'AISP/SPIA a créé des associations nationales, et regroupe actuellement 50 000 membres avec 18 sections dont cinquante

pays sont représentés. Nous œuvrons dans le cadre de l'action sociale avec un programme d'aide au stress post-traumatique et au retour des blessés d'opérations associées à une aide aux familles. Ceci, tout en œuvrant dans le cadre de programme humanitaire et de développement tel que le déminage et la dépollution. Enfin, elle œuvre dans la résolution des conflits grâce à un département qui se nomme l'Académie Internationale de la Paix.

Objectifs

L'AISP/SPIA se veut être pragmatique dans le cadre de la formation et de l'expertise en maintien de la paix. Ceci par l'action humanitaire et de développement, l'éducation à la paix et la reconversion tout en développant des programmes.

Changements à signaler

L'AISP compte à l'heure actuelle 50 000 adhérents de cinquante pays différents, provenant de quatre continents, dont dix-huit associations nationales, incluant trois nouvelles sections : Mongolie, Hongrie et Indonésie.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Participation uniquement aux réunions au Palais des Nations à Genève pour des raisons financières :

- Participation à la conférence du désarmement sur l'élimination des mines antipersonnel, sous-munitions et armes de petits calibres.
- Participation à la conférence des Droits de l'Homme. Participation aux réunions du bureau de la coordination des affaires humanitaires [OCHA].
- Participation à la conférence sur l'environnement et partenariat avec l'Institution des Nations unies pour la formation et la recherche [UNITAR].

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Co-organisation de la Journée internationale des Soldats de la Paix à Genève depuis seize ans avec le service du Département de l'information de l'ONU [DPI].
- Coopération avec le Service des ONG, avec la Convention sur certaines armes classiques [CCW], le Conseil des droits de l'homme, Bureau de la coordination des affaires humanitaires EN [OCHA] et l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement EN [UNIDIR].

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable

- Développement d'un programme sport pour la promotion de la paix avec de nombreux sportifs de haut niveau [champions olympiques].
- Participation à un programme environnemental de gestion de l'espace naturel protégé par la formation de garde, action de dépollution et de déminage.
- Création du programme des Jeunes Faiseurs de Paix qui est développé autour de la paix et de la citoyenneté, la conscience internationale que la paix est un bien commun qu'il faut sauvegarder.

- Un programme dénommé Académie Internationale de la Paix permettant la réflexion, l'expertise et la formation sur le maintien de la paix avec de nombreux intervenants connus.

15. International Confederation of the Society of St. Vincent de Paul

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Fondée en 1833 par Frédéric Ozanam, la Société de Saint-Vincent-de-Paul œuvre partout dans le monde, dans 150 pays et territoires. Pour ses membres, la justice et charité vont de pair, l'homme doit être au centre de toute préoccupation.

Objectifs

La rencontre personnelle avec le pauvre, la personne fragile, vulnérable, dans son quotidien partout dans le monde, la charité, l'amitié et le respect afin de l'aider à se remettre debout, à retrouver sa dignité, constituent le socle de l'engagement de tout volontaire vincentien. Aucune pauvreté ne lui est étrangère.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Faire connaître le travail des Nations Unies aux membres et aux partenaires, les inciter à s'impliquer davantage dans le processus d'éradication de la pauvreté, participer activement aux objectifs du Millénaire pour le développement [OMD].

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Participation aux réunions annuelles de la Commission du développement social et réunions et conduite d'enquêtes [New York] ;
- Participation aux sessions du Conseil des droits de l'homme [Genève] ;
- Participation à plusieurs événements parallèles avec d'autres organisation non gouvernementale incluant Caritas, BICE, Ordre Souverain de Malte, APJ XXIII, OIDEL, Nonciature Apostolique, FdIC et CCIG [Genève] ;
- Organisation d'une Exposition sur « 400 ans du charisme vincentien » au Palais des Nations en septembre 2017 [Genève] ;
- Co-sponsorisation & déclarations devant le CDDH [Genève] ;
- Suivi de l'Examen Périodique Universel et rapports sur certains pays [Genève].

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Sur le terrain, des Conseils Nationaux coopèrent avec les représentants des Agences de l'ONU lors de catastrophes [par exemple, reconstruction de logements au Pakistan, aux Philippines]. Plusieurs œuvrent également auprès des migrants : accueil, soins, écoute, accompagnement et formation dans nos centres d'apprentissage.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire
pour le développement/des objectifs de développement durable**

- Lutter contre toutes les formes de pauvreté, ses racines et ses conséquences afin d'atteindre un développement durable intégral et restaurer la dignité de tout homme, femme, enfant sans aucune discrimination et dans le respect le plus total de leur engagement humain.
 - Promouvoir le changement systémique qui conduira à une vie meilleure pour chaque homme, et ainsi travailler au maintien de la paix.
-